



Chine : l'énergie, un enjeu stratégique

Michel Gueldry

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2018/2 Été**, PAGES 175 À 186

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365678155

DOI 10.3917/pe.182.0175

Date de mise en ligne : 08/06/2018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2018-2-page-175?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Chine : l'énergie, un enjeu stratégique

Par **Michel Gueldry**

Michel Gueldry est professeur de relations internationales au Middlebury Institute of International Studies en Californie.

Les besoins énergétiques de la Chine sont très importants et vont continuer à augmenter. Du développement économique et de la réduction de la pauvreté dépend la stabilité du Parti communiste. Pékin est déjà le premier importateur de pétrole et de gaz et le premier producteur et consommateur de charbon. Le facteur énergétique joue un rôle central dans les décisions stratégiques des dirigeants chinois qui font preuve d'un « internationalisme utilitariste fortement teinté de Realpolitik ».

politique étrangère

Depuis les années 1990, la Chine importe des quantités considérables d'énergie, ce qui induit des enjeux internes et mondiaux cruciaux. Dans un contexte de concurrence générale, de ressources limitées et de marchés tendus, ces importations font l'objet de trois interprétations opposées. Les pessimistes craignent que la Chine n'utilise son pouvoir économique pour tenter d'imposer un nouveau « Grand Jeu » stratégique. Les optimistes espèrent l'intégration de la Chine, son alignement sur les règles de l'économie politique pétrolière pour normaliser sa montée en puissance. Les développementalistes soulignent l'anxiété et les contradictions internes du pays. Les explications de ses besoins énergétiques croissants seront ici exposées, avant qu'on présente les différentes interprétations de la posture adoptée par le pays. Enfin, seront esquissés cinq scénarios de l'acquisition d'énergie par la Chine, qui révèlent une attitude plus complexe qu'une simple dichotomie entre recherche d'une grande alternative ou soumission au système.

Une dépendance à l'énergie mal organisée

La consommation énergétique chinoise *per capita* compte parmi les plus faibles du monde, mais sa consommation *agrégée* est énorme. Aujourd'hui et à l'horizon 2040 (limite des projections de l'Agence internationale de l'énergie, AIE), la Chine représente le premier importateur de pétrole et

de gaz, le premier producteur et consommateur de charbon ; d'ici à 2040, sa demande énergétique équivaldra au double de celle des États-Unis, leader mondial actuel. De plus, la Chine restera approvisionnée avant tout par du charbon. En 2015, cette source d'énergie très polluante représentait 66 % de son mix énergétique, le pétrole 22 %, l'hydroélectricité 6 %, le gaz 4 %, le nucléaire et les énergies renouvelables 1 % chacun¹. En 1990, la Chine exportait encore cinq fois plus de pétrole qu'elle n'en importait. Mais elle devint importatrice nette de pétrole en 1993, de gaz en 2007, de charbon en 2008, et le premier importateur mondial d'hydrocarbures en 2014. Fin 2014, la Chine représentait 30 % de la consommation mondiale de pétrole et 45 % de celle de charbon².

La pression démographique (1,38 milliard de Chinois en 2017) et le besoin de stabilité imposent d'assurer une croissance continue. Les autorités doivent garantir au moins 7 % de croissance annuelle pour fournir emplois, nourriture, infrastructures, et autres biens et services. Il en va de la légitimité du Parti communiste chinois (PCC). Après l'ouverture du pays au capitalisme, le PCC a passé un nouveau contrat fondateur avec la société : la prospérité en échange du maintien du monopole du parti. Il accepte le pragmatisme économique mais sanctuarise la politique (unipartisme, persécution des opposants, censure).

La Chine est pauvre en réserves énergétiques à l'exception du charbon (troisièmes réserves mondiales après les États-Unis et la Russie). Mais ce charbon présente des inconvénients. Les gisements, concentrés dans le Xinjiang, sont éloignés des centres industriels et urbains. Cette source d'énergie est gourmande en eau. En outre, la pollution atmosphérique liée au charbon est un désastre national et international. Les réserves pétrolières chinoises sont marginales (2 % des réserves mondiales), et les exploitations sont arrivées à maturité, voire au-delà pour les deux principaux bassins du pays (Tarim à l'ouest et Daqing au nord-est). Même si l'on inclut la partie *offshore*, les réserves d'hydrocarbures restent faibles. Le gaz naturel ne représente que 0,8 % des réserves mondiales. Le potentiel hydroélectrique est substantiel mais exige de lourds investissements, de vastes déplacements de populations et le sacrifice de terres agricoles, ce qui aggrave des problèmes politiques explosifs³.

1. Agence internationale de l'énergie, «China's Worldwide Quest for Energy Security», Paris, AIE, 2000 et Agence internationale de l'énergie, «World Energy Outlook 2015», Paris, AIE, 2015.

2. Agence internationale de l'énergie, «Country Brief: China», Paris, AIE, 2014.

3. Agence internationale de l'énergie, «World Energy Outlook 2015», *op. cit.* ; British Petroleum, «Statistical Review of World Energy», 2014 et 2015 ; British Petroleum, «BP Energy Outlook 2035», 2016 ; Enerdata, «Global Energy Statistical Yearbook 2015», 2015, disponible sur : <www.enerdata.net>.

La croissance chinoise est largement tirée par les exportations – même si la consommation interne augmente – et des activités manufacturières énergivores. L'entrée du pays à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en 2001 a renforcé son industrialisation massive. Maintes entreprises «du Nord» délocalisent en Chine leurs activités polluantes pour échapper à des cadres régulateurs et judiciaires rigides. La croissance est tirée par des programmes d'infrastructures immenses (routes, voies ferrées, ponts, immeubles, barrages) et des industries énergivores : cimenteries, aciéries, verreries, etc. Les besoins associés représentent environ les trois-quarts de la consommation énergétique chinoise. Aujourd'hui, la Chine est le plus grand producteur mondial d'acier, de ciment et d'aluminium. Sa capacité de production annuelle d'acier représente 10 fois celle des États-Unis. Depuis 1997, elle a ainsi produit plus de ciment que les États-Unis dans toute leur histoire, et produit à elle seule 45 % de tout l'aluminium mondial⁴.

Depuis 1997, la Chine a produit plus de ciment que les États-Unis dans toute leur histoire

De plus, l'économie chinoise souffre d'une haute intensité matérielle : en comparaison avec ses rivaux asiatiques (Corée du Sud, Japon), elle a besoin de davantage de quantités d'énergie et de matières premières pour créer une valeur ou des biens et services comparables. D'autres points faibles peuvent être observés : 1) pénuries énergétiques récurrentes qui limitent les activités, notamment industrielles, 2) tarifs d'électricité maintenus artificiellement bas pour des raisons sociales, et qui découragent les investissements externes, 3) multiples obstacles opposés aux capitaux étrangers, notamment pour les grands projets, ce qui favorise les petits projets moins performants, et 4) entreprises d'État peu productives : ratio dettes/actifs trop élevé, main-d'œuvre excessive, lourds services (logement, etc.) pour leurs employés⁵.

La structure polarisée des exploitations charbonnières crée de sérieux dilemmes. De grandes exploitations publiques relativement efficaces coexistent avec des myriades de petites exploitations privées, municipales et régionales, anciennes et moins productives. Ces milliers de «mini-mines» vivent, polluent excessivement et se révèlent souvent dangereuses pour les mineurs. Elles persistent car elles emploient beaucoup d'ouvriers et permettent de dissimuler le chômage, évitant ainsi

4. G. Wildau, «Losses Mount in China's Overcrowded Steel Sector», *The Financial Times*, 4 décembre 2015, disponible sur : <www.ft.com>.

5. P.-L. Lam, «Faiblesses et perspectives du secteur énergétique chinois», *Perspectives chinoises*, vol. 88, n° 1, 2005, p. 45-57, disponible sur : <<https://journals.openedition.org>>.

les troubles locaux, et permet aux sections locales du PCC de satisfaire les exigences du pouvoir central. Elles sont aussi une source de revenus et d'impôts, de prébendes et de clientélisme locaux.

Le système bureaucratique central se caractérise par une coordination insuffisante et une concurrence entre agences gouvernementales. En outre, ces dernières sont pénétrées par les intérêts de la société civile. Les agences chargées des questions énergétiques ont des rapports clientélistes avec les entreprises du secteur de l'énergie. Elles exagèrent leurs besoins et performances, les protègent contre les autres ministères et les instances centrales de planification, et font perdurer leur sur-financement relatif et le *statu quo*. De plus, les agences chargées de la protection environnementale sont sous-financées et les « redevances de pollution » sont en partie captées au bénéfice du fonctionnement administratif, au lieu de servir les politiques anti-pollution⁶. Par conséquent, ces agences préfèrent que les entreprises continuent de polluer pour payer les amendes qui les financent, plutôt que de remédier aux problèmes. D'autres mécanismes déforment l'action publique : évaluations publiques irréalistes, confusion réglementaire, manque de transparence, rétention administrative des informations, trafic d'influence, laxisme des tribunaux, exclusion de la société civile malgré le discours participatif officiel⁷.

Énergie, marché et pouvoir d'État

Le néomercantilisme peut être défini comme l'ensemble des efforts étatiques visant à obtenir des gains économiques asymétriques aux dépens des concurrents. Il rompt avec le cadre libéral-internationaliste et interprète les relations économiques entre pays comme un jeu à somme nulle. Le mercantilisme implique des gains relatifs exclusifs, et non des gains communs, présupposé du système économique libéral. Il est le réalisme appliqué aux relations commerciales par la puissance publique, et exprime sa volonté d'accroître ses capacités matérielles, de réduire la vulnérabilité nationale *contre* les autres acteurs. Il se manifeste diversement : protectionnisme, dérogation à la législation internationale, protection des marchés nationaux, financements publics directs ou obliques, conditions préférentielles par rapport au marché, coordination interministérielle en faveur des champions nationaux, etc. Ce cadre étant posé, trois théories de l'émergence de la Chine peuvent être distinguées dans le débat public : un acteur légitime qui évolue dans le bon sens, un adversaire sournois du système ouvert, ou un pays anxieux et vulnérable.

6. *La Chine dans l'économie mondiale. La gouvernance en Chine*, Paris, OCDE, 2005.

7. *Ibid.*

La Chine insiste sur son droit à se moderniser. Un milliard de Chinois vit encore dans la pauvreté. Le pays voit les demandes occidentales en faveur de plus de transparence, de moins d'État et de moins de pollution, comme des violations de sa souveraineté, des stratégies pour la brider. Les Chinois voient donc favorablement le mercantilisme et le nationalisme des ressources. Cet optimisme est soutenu par les économistes néoclassiques qui insistent sur la rationalité naturelle et l'auto-ajustement des marchés, et par les libéraux internationalistes qui croient aux tendances intégratrices et pacificatrices de l'interdépendance économique. Les économistes de l'environnement et les partisans de la modernisation écologique imaginent des ressources naturelles illimitées grâce aux possibilités quasi infinies des solutions technologiques.

À l'inverse, pour les altermondialistes, cette convergence entre politique énergétique et pouvoir régalién révèle la perversité du capitalisme. Loin d'organiser spontanément de multiples intérêts dispersés pour servir le bien commun, celui-ci exprime les intérêts des bourgeoisies nationales (démocratiques ou communistes) qui mobilisent la violence d'État pour perpétuer leur hégémonie. Les altermondialistes voient en Chine la formation d'un autre bloc historique entre un parti autoritaire, des classes moyennes nationalistes, un complexe militaro-sécuritaire, unis dans un État sécuritaire, répressif en interne et déstabilisateur dans les mers de Chine.

Les réalistes sont aussi pessimistes. Pour John Mearsheimer, la Chine garde un souvenir amer de la période allant des années 1890 aux années 1940, quand elle était faible et le Japon fort. Pékin entend donc dominer l'Asie aux dépens du Japon et de la Russie, non pour les conquérir mais pour « dicter les frontières des comportements acceptables par les pays voisins⁸ ». Ensuite, Pékin rejettera la présence américaine en Asie pour imposer sa propre doctrine Monroe. Les États-Unis sont donc condamnés à une politique d'endiguement et de contre-équilibre classique, en s'alliant avec les pays asiatiques qui craignent la Chine.

Les spécialistes de la géopolitique des ressources et les environnementalistes partagent ce pessimisme. Dans les années 1990, Robert Kaplan a tiré le signal d'alarme sur l'anarchie montante (notamment en Afrique) autour des tensions liées aux ressources et à l'environnement⁹. Aujourd'hui, il décrit le mélange explosif de ressentiments historiques, de rivalités nationales, de lutte pour les ressources maritimes en mer de Chine méridionale,

8. J. Mearsheimer, « China's Unpeaceful Rise », *Current History*, avril 2006, p. 160-162.

9. R. D. Kaplan, « The Coming Anarchy », *The Atlantic*, 1994, disponible sur : <www.theatlantic.com>.

et de montée des tensions dans le Pacifique¹⁰. Dans le sillage de l'école de Toronto¹¹, réalistes et spécialistes de la géopolitique des ressources craignent que la diminution des ressources n'entraîne des conflits.

Une autre interprétation voit dans la Chine un pouvoir plus anxieux et défensif que dominateur, et contraint à maintes contorsions par les structures même du système international. Pour cette interprétation, Pékin resterait prudent du fait de ses problèmes et limites internes. Pour Henry Kissinger, c'est moins d'une montée en puissance qu'il s'agit que d'un retour à la puissance, à la normalité historique d'une Chine forte qui cherche d'abord un environnement régional stable et non menaçant¹². Pour lui, la Chine n'est pas une puissance *mondiale* aventuriste : c'est une puissance *régionale* de *statu quo* au réalisme défensif. David Shambaugh décrit également la République populaire de Chine (RPC) comme « une puissance partielle » avec maints clients et partenaires mais aucun allié de poids, contrairement aux États-Unis¹³.

Des scénarios différenciés d'acquisition d'énergie

Différents scénarios d'acquisition d'énergie par la Chine peuvent être esquissés. D'abord, de nombreuses transactions démontrent l'intégration du pays dans les marchés dominants. Selon l'AIE, sur la décennie 2010, la RPC a importé 43 % de son gaz naturel du Qatar, 24 % d'Australie, 17 % de Malaisie et 16 % d'Indonésie, ainsi que 53 % de son charbon d'Australie, 31 % d'Indonésie, 16 % de Russie, 11 % de Mongolie et 6 % d'Afrique du Sud. À l'exception du charbon russe, l'essentiel de ses importations provenait de pays proches des États-Unis (Qatar, Australie) ou non problématiques pour l'Occident. En 2013-2015, la Chine a importé environ la moitié de son pétrole de pays pro-américains tels que l'Arabie Saoudite, le Koweït, les Émirats arabes unis, l'Irak, le Brésil, le Congo, etc. Une partie des importations provenait néanmoins de pays problématiques pour l'Occident : Iran, Russie ou Venezuela¹⁴. Pour les optimistes, Pékin serait un acteur ordinaire qui s'adapte au marché, c'est notamment vrai en Amérique latine, où sa forte présence économique reste stratégiquement neutre : Washington n'a pas à y défendre sa doctrine Monroe...

10. R. D. Kaplan, *Asia's Cauldron: The South China Sea and the End of a Stable Pacific*, New York, Random House, 2015.

11. T. Homer-Dixon, *Environment, Scarcity, and Violence*, Princeton, Princeton University Press, 1999.

12. H. Kissinger, *On China*, New York, Penguin, 2011.

13. D. Shambaugh, *China Goes Global: The Partial Power*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

14. Voir FACTS Global Energy Group. 2016, disponible sur : <www.fgenergy.com> et Coal Marketing International, 2016, disponible sur : <www.coalmarketing.com>.

Toutefois, en Afrique, la Chine révèle son néomercantilisme énergétique et des attitudes contradictoires (ventes massives d'armes et opérations de paix sous l'égide de l'Organisation des Nations unies – ONU –, parfois dans le même pays comme au Sud-Soudan riche en pétrole) mais sans création d'alliances militaires ou d'une sphère d'influence politico-stratégique. Certains critiquent le « consensus de Pékin » intégrant commerce, construction d'infrastructures, prêts bonifiés à long terme, et excluant toute considération de bonne gouvernance. Ils accusent le pragmatisme chinois de ralentir ou d'empêcher l'évolution démocratique des pays africains, et d'aider les « régimes voyous » comme le Zimbabwe. Ils visent aussi les échanges en nature (*equity oil*) demandés par les entreprises chinoises, ainsi que les mécanismes de troc dits « prêts-pour-pétrole » contournant les marchés mondiaux. Ils accusent les Chinois de monopoliser le pétrole qu'ils extraient, de le rapatrier directement en Chine et donc de le soustraire au marché ouvert. Ces critiques avancent également que les banques publiques chinoises accordent des prêts bonifiés aux pays vendeurs au seul bénéfice des opérateurs pétroliers chinois.

Certains contestent néanmoins ces vues. D'abord, loin de créer corruption et clientélisme en Afrique, la Chine ne fait qu'imiter les pratiques locales. Cette défense *a minima* est faible, mais les Chinois rappellent que l'Occident, les ex-colonisateurs et les gouvernements africains ont créé cet environnement délétère. Dernier arrivant en Afrique, la Chine doit s'adapter aux réalités locales, se contenter des miettes négligées par l'Occident en opérant notamment dans les régions qu'il délaisse. Ses pratiques économiques et ses ventes d'armes suivraient celles des Occidentaux et des Russes, sans plus. Dans les régions marginales, les pays instables ou exclus par l'Occident, Pékin accepte des risques que l'Occident refuse, ce qui justifie des garanties en nature (pétrole). Loin de diminuer l'offre globale de pétrole par ses rapatriements directs, la Chine l'augmente : en effet, elle aurait dû acheter sur les marchés ouverts ce pétrole qu'elle importe de régions difficiles et ignorées par les opérateurs dominants.

De plus, en Afrique les opérateurs publics chinois sont en concurrence entre eux et avec les compagnies occidentales pour l'obtention de différents contrats. Sur le terrain, les entreprises énergétiques chinoises ignorent souvent les consignes des agences administratives de Pékin, qui n'ont pas les moyens d'effectuer les contrôles nécessaires. La stratégie chinoise est donc moins cohérente qu'on ne le craint, car ces agences se limitent à des injonctions (« investissez au Maroc ») et des interdictions générales, pas toujours respectées. Elles n'ont aucun pouvoir sur les milliers d'entrepreneurs chinois privés qui développent des pratiques condamnables. De plus, la pénétration des entreprises énergétiques chinoises en Afrique reste

modeste (sauf au Soudan), les investissements et la production demeurent très inférieurs à ceux des opérateurs algériens, britanniques ou français¹⁵. L'économiste zambienne Dambisa Moyo relève que le commerce chinois assure autonomie et dignité aux Africains, alors que l'aide occidentale et internationale perpétue dépendance, clientélisme et corruption depuis des décennies¹⁶.

**Gaz et pétrole
représentent 80 %
des importations
chinoises d'Iran**

Par ailleurs, les relations avec l'Iran mêlent énergie et politique. Gaz et pétrole représentent 80 % des importations chinoises d'Iran, et si la Chine est le principal financeur de la modernisation des infrastructures énergétiques iraniennes, elle est loin de suffire à la tâche¹⁷. Les Chinois investissent en amont (extraction) et en aval (transformation, raffinage, distribution), mais leurs efforts pour moderniser ces structures iraniennes demeurent insuffisants¹⁸. La relation économique est ici facilitée par des convergences stratégiques et politiques, mais sans alliance militaire traditionnelle. Les deux pays partagent une même fierté pour l'histoire de leur civilisation, l'ancienneté de leurs liens commerciaux et culturels, la résistance face aux États-Unis et une relation calculée et méfiante avec la Russie. Comme le Xinjiang appartient à l'islam sunnite, le chiisme révolutionnaire prôné par l'Iran n'est pas perçu comme une menace en Chine. En fait, Téhéran et Pékin partagent une commune hostilité au radicalisme sunnite, notamment en Asie centrale.

La relation entre les deux capitales reste asymétrique. L'Iran est isolé, la Chine est intégrée au monde ; l'Iran pèse peu aux Nations unies, la Chine est membre du Conseil de sécurité ; l'Iran ne peut emprunter sur les marchés officiels, la Chine regorge de cet argent que Téhéran recherche ; l'Iran est un mono-exportateur, la Chine est un exportateur important dans des secteurs diversifiés. L'Iran a donc plus besoin de la Chine qu'inversement. Les ventes d'armes chinoises à l'Iran incluent des technologies militaires avancées et sensibles : missiles de croisière, missiles balistiques, technologie navale. Ce qui présente un triple avantage pour la RPC : inquiéter les Américains, compliquer leur tâche dans le golfe Persique, et établir

15. E. Downs, « The Fact and Fiction of Sino-African Energy Relations », *China Security*, vol. 3, n° 3, 2007, p. 42-68.

16. D. Moyo, *Dead Aid: Why Aid Is Not Working and How There Is a Better Way for Africa*, New York, Straus and Giroux, 2009.

17. M. Dorraj et L. Currier, « Lubricated with Oil: Iran-China Relations in a Changing World », *Middle East Politics*, vol. 15, n° 2, 2008, p. 66-80.

18. M. Dorraj et L. Currier (dir.), *China's Energy Relations with the Developing World*, New York, Continuum, 2011.

une forme d'équilibre avec l'Arabie Saoudite, alliée des États-Unis. Cette convergence d'intérêts a toutefois des limites. Pékin se garde bien de franchir certaines lignes rouges comme le transfert de technologies nucléaires. En outre, la Chine conserve de bonnes relations avec Israël, notamment dans le domaine militaire.

Les liens entre Pékin et Moscou mêlent dures négociations énergétiques, convergences autoritaires, et rapports de coopération-compétition en Asie centrale. Les deux puissances sont complémentaires : la Russie a l'énergie que la Chine désire, la Chine l'argent que la Russie veut. Ces autocraties rejettent l'ordre mondial, l'unipolarité et les vues des États-Unis, ainsi que les appels de l'Occident en faveur de la démocratie et les droits de l'homme. Elles ont résolu leurs conflits territoriaux, réduit leurs forces frontalières, et institutionnalisé leur coopération à travers les « Cinq de Shanghai » (1996), et l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) en 2001. Elles aident Téhéran, et bloqueraient tout vote au Conseil de sécurité des Nations unies en faveur d'opérations militaires.

Mais Chine et Russie sont aussi rivales. Les dirigeants chinois se souviennent des traités inégaux imposés par les tsars en Sibérie orientale au XIX^e siècle, de la pénétration des Soviétiques en Mongolie, et de la rivalité sino-soviétique de la période 1960-1991. Les Russes craignent la montée en puissance de la Chine sur leur longue frontière, et les migrations massives de Chinois en Sibérie, prétexte possible à des revendications de Pékin pour protéger sa diaspora. Ils négocient aussi durement avec Chinois, Coréens et Japonais. De 2001 à 2013, la Chine a obtenu de haute lutte l'oléoduc géant ESPO 1 (*Eastern Siberia-Pacific Ocean*), qui convoie sur 4 900 kilomètres le pétrole sibérien vers la région de Daqing au nord-est de la Chine, et continue sous le nom d'ESPO 2 vers le port de Vladivostok pour exporter vers la Corée et le Japon.

Chinois et Russes coopèrent et rivalisent en Asie centrale, riche en gaz et pétrole. Ils entendent y éviter la diffusion de l'extrémisme musulman et de la démocratie, limiter l'influence américaine (surtout au Kazakhstan) et une orientation pro-européenne des hydrocarbures de la Caspienne. L'OCS leur permet de réaffirmer le primat de la coopération bilatérale et régionale, et de contenir les prétentions occidentales. La Chine veut limiter « les trois fléaux » (terrorisme, extrémisme, séparatisme) au Xinjiang, qui jouxte l'Asie centrale musulmane, source potentielle de contagion transfrontalière. Elle désire limiter l'influence historique de Moscou en Asie centrale, y renforcer son influence économique, éviter de politiser l'OCS, et empêcher que la Russie ne l'instrumentalise. Contrairement à Moscou, Pékin ne possède pas de bases militaires en Asie centrale.

Coopération et Realpolitik se mêlent en un ballet complexe

Moscou y maintient une forte présence politico-militaire avec l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC). De plus, les transferts de technologies militaires chinoises vers l'Asie centrale se limitent à des matériels tactiques (véhicules de transport, systèmes de communication, appareils de vision nocturne, etc.). Les ambitions chinoises doivent cependant prendre en compte la forte présence russe et le désir des cinq pays d'Asie centrale de ne pas devenir victimes du jeu des grandes puissances (Chine, Russie, États-Unis) – illustré par la politique multi-vectorielle du Kazakhstan, qui cultive de bons rapports commerciaux et politiques avec ces trois géants, et refuse de faire de l'OSC une alliance anti-américaine. Dans cette région cruciale pour la Chine et la Russie, coopération et Realpolitik se mêlent en un ballet complexe.

Enfin, les mers de Chine orientale et méridionale rappellent des souvenirs historiques douloureux et mettent en scène des revendications nationalistes rivales. L'énergie *offshore* et en eau profonde ajoute aux tensions mais ne constitue pas leur cause principale. Les sources maritimes d'énergie sont réelles (même si leur volume exact reste incertain) en mer de Chine orientale autour de la tranchée d'Okinawa et des îles Senkaku (pour le Japon)/Diaoyu (pour la RPC)/Tiayutai (pour Taïwan). La Chine revendique aussi toute la mer de Chine méridionale (doctrine de « la langue de bœuf », dite aussi « ligne en 9 ou 11 traits »), et y oppose ses intérêts à tous les autres États, notamment aux Philippines et au Vietnam. Leur conflit s'envenime autour des îles, îlots et hauts-fonds des Paracels et des Spratleys, que Pékin (surtout) et ses voisins militarisent progressivement.

La Chine se dit honnête en ce qu'elle a résolu ses contentieux territoriaux avec plusieurs voisins : avec Moscou sur la frontière sibérienne, le Kazakhstan vers l'ouest, le Vietnam dans le golfe du Tonkin. Elle produit de vieilles cartes impériales pour prouver que sa présence en ces lieux a précédé l'ère moderne. Elle évoque avec amertume le « siècle des humiliations » et rappelle les multiples agressions coloniales, notamment japonaises. Ces passions nationalistes sont à la fois sincères et cultivées, exploitées par le PCC.

La RPC se voit entourée au nord-est par la Corée du Sud, à l'est par le Japon, au sud-est par Taïwan et les Philippines, alliés des États-Unis, et au sud par l'alliance montante entre Washington et Hanoï. Les mers de Chine orientale et méridionale lui confèrent la seule profondeur stratégique possible en cas de conflit ; elle entend donc imposer sa souveraineté sur la « première chaîne des îles » pour briser tout encerclement potentiel

de la part des États-Unis et de leurs alliés. Elle développe ainsi une stratégie *anti-access and denial*, susceptible d'infliger des pertes intolérables aux marines et aviations ennemies, et pour ce faire développe un réseau de sous-marins, de missiles longue portée, de moyens d'écoute sous-marine, de forces aéronavales et de relais portuaires militaires dans ces îles contestées. Elle pré-positionne ses forces dans une série de ports régulièrement espacés (« le collier de perles »), en Birmanie, au Bangladesh, au Sri Lanka, jusqu'à la base navale de Gwadar au Pakistan, pour se libérer de cet étai géostratégique.

Ces deux vastes mers lui sont aussi indispensables pour le commerce : l'essentiel du transport maritime vers l'Asie du Nord-Est y transite. Or le Vietnam veille sur l'île de Hainan, les États-Unis et Singapour contrôlent le détroit de Malacca (entre la Malaisie et Sumatra), l'Indonésie et les États-Unis contrôlent le détroit de Sunda (entre Sumatra et Bornéo) et dominent avec l'Australie le détroit de Lombok (entre Bali et Lombo) ainsi que tous les passages maritimes de Java. Pékin conteste l'ordre régional pro-américain, alors que ses adversaires soulignent son aventurisme, ses prétentions tous azimuts, ses conflits non résolus au Tibet et avec l'Inde et son mépris de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM).

L'internationalisme utilitariste de la Chine

La Chine combine ainsi des attitudes très différentes, depuis l'insertion dans les marchés ouverts – d'où l'optimisme des libéraux internationalistes et des néo-classiques – jusqu'à l'aventurisme dans les mers de Chine orientale et méridionale, où sa stratégie remet en cause l'ordre établi (tensions frontalières, course aux armements), d'où les craintes des réalistes. Elle ne tient guère compte du type des régimes avec lesquels elle fait affaire. Elle achète de vastes quantités d'énergie aux démocraties (Amérique latine, Australie, Indonésie), aux théocraties (Arabie Saoudite, Golfe), aux pays autoritaires, aux alliés des États-Unis et à leurs adversaires (Iran, Russie).

Le degré de maturité institutionnelle des partenaires est déterminant pour juger de la présence ou de l'absence de néomercantilisme énergétique chinois. La Chine se conforme aux règles commerciales établies quand ses fournisseurs sont politiquement et économiquement mûrs (Amérique latine, Arabie Saoudite, Australie, Malaisie, etc.). Le mercantilisme énergétique est absent des relations avec les pays institutionnellement solides, qu'ils soient démocratiques (Australie, Canada), autoritaires (Arabie Saoudite), ou appartiennent au modèle conservateur asiatique (Malaisie). Mais Pékin pratique des formes de néomercantilisme avec les exportateurs aux capacités moindres, notamment en Afrique subsaharienne, ce qui

suscite les inquiétudes de certains analystes. En effet, la Chine y déploie une approche originale («consensus de Pékin»), diversement appréciée par les observateurs du développement, et qui influence largement l'Afrique. Dans l'état actuel des choses, les peurs des environnementalistes sur l'épuisement absolu des ressources semblent infondées pour la Chine, celle-ci pouvant acheter l'énergie à un prix élevé – même si elle exclut du même coup d'autres acquéreurs moins fortunés. L'idée d'une pénurie relative des énergies, générée par le mécanisme des prix, et les pollutions qu'elles génèrent, justifie, par contre, les craintes des défenseurs de l'environnement.

En outre, les mers de Chine orientale et méridionale offrent un exemple préoccupant de montée des tensions nationalistes, où l'énergie joue le rôle d'un facteur aggravant parmi d'autres. Dans cette région, divers motifs agitent la Chine : ressources, rancœurs historiques, problèmes politiques internes, rivalités régionales, inquiétude face aux intentions des États-Unis.

En somme, la Chine se comporte en acteur normal sur le marché énergétique là où il est mature et structuré. Elle le contourne en partie en Afrique et en Asie centrale, notamment dans les interstices du système occidental. Elle le manipule avec les fournisseurs autoritaires comme l'Iran et la Russie. Elle l'ignore dans sa zone d'intérêt vital, les mers voisines où son nationalisme offensif exclut une interdépendance économique complexe (exploitation commune des énergies maritimes). Ainsi sa stratégie énergétique combine-t-elle l'interdépendance complexe, des initiatives développementalistes originales, une collaboration calculée avec des régimes autoritaires, et le réalisme nationaliste – et donc un internationalisme utilitariste fortement teinté de Realpolitik.



Mots clés

Chine
Énergie
Environnement
Hydrocarbures